

LE PLAN COLOMBIE

Cocaïne, pétrole et mercenaires



Le Plan Colombie, présenté en 1998 par le président Andres Pastrana comme un programme de développement économique sans drogues, est en réalité une couverture pour l'installation des forces états-uniennes dans le pays. Les opérations militaires, dirigées de Washington par le général McCaffrey, ont coûté la vie à des milliers de paysans et de guérilleros se réclamant du marxisme ou de la théologie de la libération. Après cinq ans de combats, la Colombie est toujours le premier producteur mondial de cocaïne et ses ressources pétrolières sont plus que jamais contrôlées par Washington.

page 2

**Le « voile »
ou l'importation
du clash des
civilisations
par Sarkozy**

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

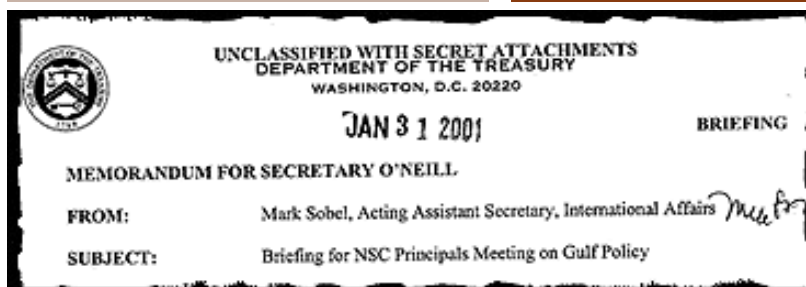
Armand Laferrere, s'exprimant dans le *Jerusalem Post* au nom de Nicolas Sarkozy, justifie la loi sur les signes religieux. Il affirme qu'elle était indispensable pour contrer les fondamentalistes qui prennent le contrôle de la communauté musulmane française. La justification invoquant la laïcité a totalement disparu au profit d'un discours faisant implicitement référence au « choc des civilisations ».

page 12

REPÈRE : 26 FÉVRIER 1993

Premier attentat contre le World Trade Center

Le 26 février 1993, à midi, une voiture piégée explose dans le sous-sol du World Trade Center, à New York, tuant six personnes. La bombe fait trembler les immeubles qui ne tombent pas. Un témoin dira : « *J'ai cru qu'un avion avait frappé les tours* », tandis que le gouverneur Mario Cuomo déclare à la télévision : « *Nous avons le sentiment d'avoir été violés ; nul peuple n'a jamais osé nous faire cela, nous pensons être invulnérables.* » Des milliers d'employés sont prisonniers des bâtiments envahis par la fumée et dont l'électricité est coupée. En 1995, sheikh Omar Abdel Rahman, qui vivait tranquillement à Brooklyn sous la protection du FBI, sera condamné à perpétuité pour avoir « inspiré » l'attentat. Il avait également suscité l'assassinat du rabbin d'extrême droite Meir Kahane et entretenait des rapports avec Oussama Ben Laden, au vu et au su de la CIA. Le 26 février 1993, la voiture était garée dans la partie réservée au Secret Service du parking souterrain du World Trade Center. ■



QUATRES RÉVÉLATIONS SUR L'ATTAQUE DE L'IRAK

Un an après la guerre d'Irak, les protagonistes commencent à parler. Ils confirment par petites touches ce que nous avons toujours dit et que nos confrères commencent à découvrir. L'ancien secrétaire au Trésor, Paul O'Neil a publié la convocation qu'il avait reçu à une réunion du Conseil de sécurité nationale, le 1er février 2001, portant sur « *le plan politico-militaire pour la crise dans l'Irak post-Saddam* ». Le chroniqueur militaire Rowan Scarborough indique, dans son livre *Rumsfeld's War*, que le président Bush a signé une directive secrète du Conseil de sécurité nationale donnant ordre d'attaquer l'Irak, le 16 février 2002. Ahmed Chalabi, du Congrès national irakien, a reconnu au *Daily Telegraph* avoir fourni de nombreux faux témoignages à propos du régime de Saddam Hussein pour pousser les États-Unis à l'action. Quant au général Jay Garner, premier gouverneur de l'Irak « libéré », il a indiqué au *National Journal* que le plan prévoyait une occupation prolongée du pays pour y maintenir des bases militaires comme aux Philippines. ■

Le Plan Colombie

Cocaïne, pétrole et mercenaires

Le Plan Colombie, présenté en 1998 par le président Andres Pastrana comme un programme de développement économique sans drogues, est en réalité une couverture pour l'installation des forces états-uniennes dans le pays. Les opérations militaires, dirigées de Washington par le général McCaffrey, ont coûté la vie à des milliers de paysans et de guérilleros se réclamant du marxisme ou de la théologie de la libération. Après cinq ans de combats, la Colombie est toujours le premier producteur mondial de cocaïne et ses ressources pétrolières sont plus que jamais contrôlées par Washington.



La Colombie endure une guerre civile larvée depuis le milieu des années 1950. À cette époque, des ouvriers agricoles formés au communisme cherchent à prendre le contrôle des terres qu'ils cultivent et créent pour cela des « zones d'autodéfense ». Le mouvement est rapidement relayé et amplifié par une guérilla organisée, créée en 1966 : les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). En réaction, le président conservateur, Leon Valencia, proclame l'état de siège et se lance, avec l'aide des États-Unis, dans une répression féroce. Les FARC sont rejoints, dans les années 1970, par le mouvement M-19, dont le terrain d'action est essentiellement urbain.

Depuis lors, la guerre que se livrent l'État et les groupes armés n'a pas baissé

d'intensité. Elle sert, depuis longtemps, de prétexte à une ingérence états-unienne dans les affaires de ce pays stratégique d'Amérique du Sud. Avec en tête un double objectif : la liquidation des tenants du marxisme et le maintien d'une présence militaire dans la région. Le tout sous couvert de lutte anti-drogue, les États-Unis étant le premier pays importateur de cocaïne colombienne.

Une politique d'ingérence centenaire

Cette stratégie d'ingérence n'est pas nouvelle dans la région. Au début du XXe siècle, déjà, les États-Unis avaient favorisé la sécession de la province colombienne de Panama, face aux réticences de Bogota à leur céder la gestion du canal. Le 18 novembre 1903, le traité Hay-Brunau-Varilla, leur concédait l'usage à perpétuité du canal et d'une zone de 8 kilomètres sur chacune des deux rives, ainsi que la totale souveraineté sur cet ensemble. Le traité d'alliance signé en 1926 va encore plus loin : en conférant à Washington des droits spéciaux en temps de guerre, il fait du Panama, « *du point de vue militaire, un nouvel État de l'Union* » [1].



Il s'agit là d'une application à la lettre de la doctrine Monroe [2] et son « corollaire » énoncé par le président Theodore Roosevelt en 1903 : « *Une persistance à mal se conduire ou une impuissance qui aboutit à un relâchement général des liens propres à une société civilisée peuvent rendre nécessaire à la fin, en Amérique comme ailleurs, l'intervention de quelque nation civilisée. Dans l'hémisphère occidental, l'adhésion des États-Unis à la doctrine de Monroe peut les forcer, dans des cas flagrants où ils se trouvent confrontés par telle mauvaise conduite, ou par telle impuissance à exercer, quelle que soit leur répugnance à le faire, un pouvoir international de police* ». De quoi légitimer bien des ingérences.

Tout est une question de communication : lors de sa campagne électorale, en 1998, le futur président de la République colombienne Andres Pastrana, promet un « plan Marshall pour la paix ». L'allusion au plan d'ingérence économique, culturel et militaire mis en place par les États-Unis en Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale n'est pas anodine. Elle permet de justifier l'intervention états-unienne en donnant l'impression qu'il s'agit d'une demande colombienne. Le gouvernement Clinton propose aussitôt un plan anti-drogue,

qui suppose le déploiement d'instructeurs militaires et civils dans le pays. Le 9 août 1999, Pastranas annonce que son gouvernement termine « *la mise au point d'un programme en ce sens : le "plan Colombie" » [3], qui est officiellement lancé le 20 septembre 1999. Ce projet, destiné à lutter contre la culture de la drogue et les « groupes mafieux » qui en profitent, est estimé à 7,5 milliards de dollars sur trois ans. Bogota s'engage à y contribuer à hauteur de 4 milliards, et demande à ce que le reste soit financé par l'aide internationale. Son principal interlocuteur étranger est alors évidemment Washington, où le Congrès lui accorde 1,7 milliards de dollars. D'après *Le Figaro*, citant la presse internationale, cette rallonge octroyée pour les États-Unis « a mis fin aux différentes pressions exercées par certains lobbies qui visaient l'arrêt pur et simple du plan. Auteurs de ces pressions : des ONG qui profitaient de l'occasion pour promouvoir leur vision truquée de la situation colombienne ; certains médias qui se moquaient de l'excessive générosité américaine ». Le gouvernement d'Andres Pastrana annonce pour sa part un accroissement sensible du budget de la Défense, au détriment des programmes sociaux du pays, provoquant le blocage de la route Panaméricaine (qui relie la Colombie à l'Équateur) du 1er au 25 novembre 1999, par plus de 50 000 paysans, enseignants et indigènes. Les manifestants sont finalement délogés par l'armée.*

Barry McCaffrey, un faucon à la tête de la lutte antidroque



Le général Barry McCaffrey

Le plan Colombie n'est pas un projet d'initiative colombienne, comme tente de le faire accroire la mise en scène de Pastranas. Il a été élaboré par le général Barry McCaffrey, ancien commandant en chef des forces US en Amérique du Sud, nommé responsable de la lutte anti-droque par Bill Clinton, en janvier 1996. D'ailleurs la nomination à ce poste d'un militaire bardé de décorations, ayant combattu au Vietnam et dans le Golfe en 1991, illustre bien l'instrumentalisation par les militaires

d'une question de santé publique. D'autant que ce général est particulièrement controversé : en mai 2000, le journaliste new-yorkais Seymour Hersh a révélé qu'à l'issue de Tempête du désert, une division blindée commandée par McCaffrey avait massacré trois cent cinquante soldats irakiens désarmés, le 2 mai 1999, soit deux jours après l'annonce du cessez-le-feu. Le général prône en Colombie la reprise des méthodes mises en œuvre par Oliver North au Nicaragua, c'est-à-dire le soutien aux paramilitaires contre la guérilla [4].

En pratique, il est difficile de distinguer en quoi les activités de Barry McCaffrey à la tête de la lutte anti-droque diffèrent de celles qu'il menait en tant que responsable du Commandement sud. Les enjeux liés à la Colombie sont purement stratégiques, même si l'administration Clinton tente de mettre en avant le danger que fait peser sur la jeunesse états-unienne l'importation toujours croissante de cocaïne colombienne. Le problème vient de Panama, puisque les États-Unis doivent rétrocéder le canal au gouvernement panaméen en 1999 et démanteler les bases militaires qu'ils y ont installées. Or Washington souhaite maintenir sa présence militaire dans la région. D'où d'intenses

négociations entre les deux États pour la dissimuler au sein d'un « Centre multilatéral anti-drogue » fantoche [5]. Le président panaméen Ernesto Perez Balladares s'y oppose finalement, contraignant les États-Unis à chercher un autre pays où la présence de ses troupes sera moins controversée [6]. C'est exactement ce que permet le plan Colombie [7].

La Colombie : un « domino » stratégique

La Colombie est un choix cohérent : comme pour le Panama du général Noriega, le pays est impliqué dans le trafic mondial de stupéfiants, ce qui permettra toujours de justifier une intervention militaire dans le pays [8]. En résumé, Washington n'avait pas attendu les « armes de destruction massive » pour élaborer une logique de communication autour d'intérêts factices permettant de justifier des interventions militaires dans leur pré carré. De plus, le pays est un fournisseur de pétrole des États-Unis et est « menacé » par une guérilla marxiste. Autant d'arguments qui en font une cible privilégiée d'intervention.

La rhétorique des États-Unis et des militaires colombiens est simple : les FARC tirent leur argent du trafic de drogue, et doivent donc être considérés comme des narcotrafiants. Dans cette optique, s'attaquer à la drogue, c'est s'attaquer à la guérilla. La lutte contre la drogue est donc un moyen de lutter contre la subversion, mais permet aussi de justifier le déploiement de troupes états-uniennes dans la région, sous couvert de santé publique. Washington dispose sur place de 300 à 400 conseillers civils et militaires. Pourtant, jusqu'au milieu des années 1990, ce sont bien les responsables militaires et politiques de la Colombie, ainsi que leurs interlocuteurs états-uniens, qui ont été mis en cause dans plusieurs scandales relatifs au trafic de cocaïne. Aujourd'hui encore, les milices paramilitaires, ennemies des FARC, se financent par ce biais. D'où ce commentaire des dirigeants du FARC : « *Ce n'est pas à nous de pousser [les paysans] à la famine en éradiquant les cultures illicites. Par ailleurs, les mafias aident l'armée à financer les paramilitaires. Pourquoi devrions-nous être les seuls à considérer ce fléau sous un angle éthique ? C'est avant tout un problème économique-social* » [9]. En réalité, les FARC revendiquent uniquement le prélèvement d'un impôt sur la coca, voire sur la pâte base, la première étape de la transformation de la cocaïne. Y sont soumis les intermédiaires qui en font commerce sans être inquiétés, mais pas les paysans. D'après l'ensemble des experts en géopolitique des drogues, la guérilla ne gère pas elle-même la culture, la transformation et la vente du produit.

Essentiels pétrodollars

Plutôt que la lutte contre la drogue, les États-Unis cherchent surtout à prévenir tout contrôle des ressources pétrolières locales par des intérêts nationaux, et particulièrement par des représentants politiques de la guérilla. La Colombie est le septième pays exportateur de pétrole en direction des États-Unis, le troisième d'Amérique latine derrière le Venezuela et le Mexique. De quoi expliquer l'inquiétude de Washington lorsque des négociations politiques s'ouvrent entre le pouvoir en place et les mouvements marxistes sur la question pétrolière. Dans le cadre des négociations avec l'Armée de Libération nationale (ELN) [10], le président Pastrana a en effet accordé à la guérilla dite guévariste une zone

démilitarisée de 4727 km² dans le département de Bolivar, au nord du pays, en gage de bonne volonté [11]. Cette zone se situe juste en face des ports pétroliers et des raffineries de Barransabermeja et Puerto Wilches, sur le rio Magdalena. A l'annonce de la nouvelle, les travailleurs du secteur pétrolier ont immédiatement menacé de se mettre en grève. De leur côté, les membres de la guérilla ont choisi de maintenir la pression sur ce secteur stratégique : le lendemain de l'annonce présidentielle, l'oléoduc de Canon Limon-Covenas [12] était dynamité. En 1999, il avait été la cible de 70 attaques du même type de la part de l'ELN [13].

Plus inquiétant, le président de la compagnie pétrolière locale, Ecopetrol, fait officiellement part de son inquiétude le 12 mai 2000 : « *La production de brut baissera d'environ 2 % en 2000, avec 800 000 barils / jour, contre 815 000 en 1999* ». Il n'en reste pas moins « *optimiste pour l'avenir. Actuellement, quarante-quatre compagnies privées s'intéressent à vingt-sept projets d'exploration et de production et trente-six de ces compagnies participent à une étape de préqualification appelée Ronda 2000* ».

D'après *Le Figaro*, « *si la Colombie ne réalise pas de nouveaux forages avant 2005, elle risque de devenir importateur de pétrole. Le pays dispose de réserves prouvées d'environ 2,4 milliards de barils et de réserves potentielles estimées à 37 milliards. Le problème consiste à maintenir en place les compagnies déjà installées et à en faire venir d'autres dans les zones pétrolifères régulièrement visées par les guérillas protestant contre "l'ingérence excessive des multinationales dans la politique pétrolière colombienne"* » [14]. La voie est donc ouverte pour que d'autres sociétés pétrolières partagent le gâteau colombien avec Occidental Petroleum (Oxy), société états-unienne jusqu'ici omniprésente [15].

Reprise en main antiterroriste

L'arrivée au pouvoir de George W. Bush et les attentats du 11 septembre vont modifier la donne. Dans le cadre de la guerre mondiale que l'administration états-unienne entame contre le terrorisme, les milices paramilitaires d'extrême-droite de Colombie, regroupées au sein des Autodéfenses unies de Colombie (AUC) sont placées sur la liste des organisations terroristes. Selon le *Monde Diplomatique*, les milices d'extrême-droite sont pourtant nées « *à la fin des années 1960, dans le cadre d'une politique recommandée par les conseillers américains pour « casser » toute velléité de transformation sociale.* » [16]. Ils ont été jusqu'ici les « *bras armés des narcotrafiquants à partir de 1985, supplétifs de l'armée pour accomplir les basses besognes* » [17].

Mais ils ne sont plus en grâce : leur implication avérée dans le trafic de drogues, l'assassinat de civils et notamment d'opposants (syndicalistes, journalistes), en fait un allié de plus en plus dérangeant. Washington entend bien profiter du traumatisme du 11 septembre pour s'attaquer aux guérillas colombiennes, mais ne peut se permettre de ménager l'une des trois organisations. Le ton monte donc très vite. L'ambassadrice états-unienne en Colombie, Anne Patterson, évoque, le 26 octobre 2001, la « *similitude* » entre les « *groupes terroristes d'Afghanistan et ceux de Colombie* ». Dix jours auparavant, le coordinateur de la lutte contre le terrorisme au département d'État états-unien, Francis Taylor, évoquait la détermination des États-Unis à utiliser « *tous les éléments* » à leur

disposition, y compris « *comme en Afghanistan, l'utilisation de la puissance militaire, si nécessaire, pour mettre un terme aux "activités terroristes"* ».

Washington demande, à cette occasion, l'extradition des principaux dirigeants des trois formations paramilitaires que sont les FARC, l'ELN et l'AUC.

Les États-Unis ont par ailleurs réussi à se trouver un point d'ancrage pour leurs troupes en Amérique du sud en nouant, depuis 1999, des liens militaires privilégiés avec l'Équateur. Une politique qui se poursuit sous Lucio Gutierrez pourtant présenté au départ comme un Hugo Chavez équatorien [18].

Le principal objectif en Colombie devient donc, pour Washington, de protéger les gisements pétroliers et d'empêcher toute négociation avec les guérillas marxistes. Détenteurs de « *300 lieux d'infrastructures stratégiques* » en Colombie, les États-Unis débloquent en février 2002 une aide de près de 100 millions de dollars pour assurer la protection de ces sites face à la guérilla. Le premier concerné est naturellement l'oléoduc de Cano Limon. Il s'agit là du premier « *appui américain direct aux militaires colombiens contre les rebelles* » des FARC et de l'ELN [19]. Un porte-parole du secrétaire d'État états-unien en visite à Bogota enfonce le clou : « *entre la subversion et le narcotraffic, il n'y a plus de différence* » [20]. La décision suscite de nombreuses réactions d'inquiétude dans les pays voisins, et notamment le Venezuela où le président Hugo Chavez se dit « *préoccupé* » par la présence militaire états-unienne en Colombie, qualifiant l'augmentation des troupes de « *très dangereuse* » pour le pays « *mais aussi pour le Venezuela* ». Dans la semaine qui suit, le gouvernement du président Pastrana lance l'"opération Thanatos" contre les FARC, avec le soutien clandestin des États-Unis [21]. Trois jours plus tard, le 25 février 2002, la candidate verte à l'élection présidentielle en Colombie, Ingrid Betancourt, est enlevée par la guérilla marxiste.

Les États-Unis officialisent leur soutien militaire contre la guérilla

En mars, Colin Powell et Donald Rumsfeld se prononcent successivement pour une augmentation de l'aide militaire à la Colombie, demandant tous deux au Congrès de prendre en compte la rupture des négociations entre les FARC et le gouvernement. En avril, le président Pastrana se rend en personne à Washington pour y demander une aide militaire à George W. Bush. Depuis plusieurs mois, la fourniture d'armements à la Colombie s'est largement développée : 60 hélicoptères ont été prêtés, des centaines de militaires colombiens formés par des instructeurs états-uniens, tandis que le chiffre des quatre cent « *conseillers militaires* » US est dépassé au début de l'"opération Thanatos". Sans compter les sous-traitants : DynCorp, qui avait les faveurs d'Oliver North au temps de l'affaire Iran-Contra, s'occupe de l'épandage et de la fumigation des cultures de coca, Northrup Grumman fournit des radars, AirScan offre ses services en matière de surveillance aérienne, etc [22]. Le tout pour constater, au finale, que les plantations de coca son passées de 125 000 à 160 000 hectares en deux ans [23]. La Colombie est même devenue le premier pays producteur de cocaïne mondial, avec 580 tonnes par an.

La coopération se renforce encore avec l'arrivée à la présidence, en mai 2002, du candidat de la droite dure, Alvaro Uribe, partisan de la « *mano dura* » contre la guérilla. Dès sa nomination, les États-Unis annoncent l'arrivée



Alvaro Uribe et George W. Bush

prochaine à Bogota d'Otto Reich, le secrétaire d'État adjoint chargé de l'Amérique latine, « pour discuter avec [le nouveau président] de ses projets ». Deux mois plus tard, le Congrès accorde enfin l'aide militaire tant attendue par le régime colombien pour mater la guérilla. L'ambassadrice Anne Patterson peut alors annoncer que l'entraînement de l'armée colombienne sera désormais confié aux forces spéciales états-uniennes.

L'investiture d'Alvaro Uribe est un événement décisif sur plusieurs plans. D'une part, il a été accompagné, le jour même, du début de l'aide militaire officielle venue des États-Unis. D'autre part, la cérémonie a été perturbée par une pluie de roquettes sur Bogota, faisant 21 morts près du palais présidentiel. Enfin, il a donné le départ d'une escalade dans la confrontation militaire, puisque, loin de ses propositions de campagne relatives à une négociation sous l'égide de l'ONU, le nouveau président a immédiatement décrété l'état d'exception et lancé des offensives militaires de grande ampleur contre les FARC. Il a également nommé au passage le colonel en retraite Alfonso Plazas à la tête de la lutte contre les stupéfiants, en faisant un homme clef du Plan Colombien. Ce dernier était en charge de l'attaque contre le palais de justice de Bogota, occupé par un commando du M-19, en novembre 1985. Appuyée par des chars, l'offensive avait fait « plus de cent morts parmi les rebelles, les juges et les civils, et le palais avait été détruit par un incendie » [24].

Bogota et Washington ont désormais lié leurs destins dans leur lutte contre les « forces de subversion », marquant leur préférence pour la solution militaire par rapport aux négociations politiques. Cette stratégie suicidaire pour le pays a déjà occasionné plusieurs catastrophes, telles que le massacre par les FARC de plusieurs dizaines de leurs otages, lors d'une offensive de l'armée colombienne. Non seulement elle n'a pas apporté de solution au conflit, mais elle a au contraire envenimé une situation déjà inextricable et entraîné une multiplication des actions violentes. On peut citer, entre autres, l'attentat à la voiture piégée du 7 février 2003, ressemblant « fortement à celui perpétré à Oklahoma City en 1995 » [25] et non revendiqué par les FARC, qui a fait 33 morts dans un club de la capitale.

Washington garant de l'« instabilité régionale »

Dans cette stratégie jusqu'au bout-iste, les États-Unis ont plus à gagner que la Colombie. Devenu « l'Initiative régionale pour la région andine », le « plan Colombie » « sous couvert de lutter contre le narcotrafic, vise les guérillas, un processus d'intervention militaire et d'absorption d'ensembles sous-régionaux dans le cadre du grand projet de la ZLEA (Zone de libre commerce des Amériques piloté par Washington » [26]. Les récents attentats des FARC contre l'oléoduc de Cano Limon, pourtant défendu par les Bérêts Verts états-uniens, donnent la mesure de l'impossibilité de contrôler le pays par le seul usage de la force. L'enlèvement, en février 2003, de trois mercenaires états-uniens par la guérilla a en est un autre exemple [27]. On s'achemine ainsi lentement vers l'escalade : un commando de 150 soldats des Forces spéciales a

été envoyé dans le pays, tandis que les rallonges budgétaires accordées par le Congrès s'accumulent. De quoi faire peser la menace d'une « vietnamisation » du conflit. Au delà, c'est la stabilité régionale qui est en jeu. Lors du sommet régional du Pacte andin, en mars 2003, la Colombie s'en est prise à la passivité du Venezuela dans la lutte contre la guérilla, accusant le gouvernement d'Hugo Chavez de laisser les FARC utiliser les zones frontalières. Quant au Panama, allié indéfectible des États-Unis, il a été le seul à qualifier les FARC « *d'organisation terroriste* ».

L'idée d'une reprise en main de la région par Washington fait donc son chemin. Le 22 avril 2003, le vice-président de la commission vénézuélienne des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Tarek William, a déclaré que « *le Venezuela [n'exclut] pas une agression armée de la Colombie, avec l'aide des États-Unis* » [28]. En septembre 2002, sous la menace d'une fin de l'aide militaire de Washington, la Colombie a franchi un nouveau pas vers l'inféodation totale en acceptant de n'extrader aucun ressortissant états-unien devant la Cour pénale internationale. En octobre, le gouvernement d'Alvaro Uribe a fait voter un texte législatif prévoyant l'amnistie pour les groupes armés qui accepteraient de se démobiliser. Un texte qui s'adresse en réalité exclusivement aux paramilitaires d'extrême-droite, qui sont les seuls à négocier avec le gouvernement [29]. Les manoeuvres militaires prennent une ampleur considérable : plus de 600 conseillers états-uniens sont désormais déployés en Colombie, plus de 1000 membres des FARC ont été tués entre août 2002 et juillet 2003, pour un nombre équivalent de redditions. En 2002, 14 000 hectares de plantation de coca ont été détruits, un record mis en avant par le gouvernement colombien. La récente ouverture au Pérou du procès de Vladimir Montesinos, qui met en cause la CIA dans un trafic d'armes avec les FARC, est une preuve supplémentaire de l'analogie des pratiques états-uniennes en Colombie et au Nicaragua [30]. Tout cela pousse un peu plus la Colombie en marge de la communauté internationale, comme le montre le boycott dont a été victime le président Uribe de la part de plusieurs parlementaires européens lors de sa tournée en Europe, en février 2004.

Paul Labarique

[1] « Du "destin manifeste" des États-Unis, par Maurice Lemoine, *Le Monde Diplomatique*, mai 2003.

[2] La doctrine Monroe tient son nom du président états-unien James Monroe qui en a exposé les principes dans un message au Congrès, le 2 décembre 1823. Il proposait de récuser toute intervention européenne dans les affaires des Amériques, justifiant au passage une orientation de la politique étrangère des États-Unis vers la constitution d'un bloc continental sous leur domination.

[3] "La volonté de paix sera récompensée", par Marie Delcas, *Le Monde*, 9 août 1999.

[4] « Barry McCaffrey, le faucon », par Gérard Devienne, *L'Humanité*, 6 janvier 2001.

[5] « "Multilateral Counter-Drug Center" or Disguised U.S. Military Base ? », par John Lindsay-Poland, *Fellowship of Reconciliation*, Hiver 1997

[6] « Counter-Drug Center Negotiations Collapse », par John Lindsay-Poland, *Fellowship of Reconciliation*, septembre-octobre 1998.

[7] Le rapport entre le rejet du « Centre Multilatéral anti-drogue » au Panama et le Plan Colombie est mentionné dans l'excellent mémoire de Damien Laplanche, étudiant en maîtrise d'histoire à l'université de Nantes, sous la direction de Jacques Marcadon. « **La rétrocession du Canal de Panama** », de Damien Laplanche, Université de Nantes, 1998.

[8] En 1989, l'armée états-unienne est intervenue au Panama pour y renverser le régime du général Manuel Noriega, présenté comme un trafiquant de drogue. Agent de la CIA dans les années 1970, le leader panaméen avait effectivement « *facilité les échanges d'armes et de drogue effectués par les Contras du Nicaragua, en fournissant sa protection militaire, des pilotes, (...) et des capacités bancaires très discrètes pour tout le monde* ». Le tout avec la bénédiction des États-Unis en lutte contre la guérilla sandiniste. D'après *L'État Voyou*, de William Blum, Parangon, 2002.

[9] « En Colombie, une nation, deux États », par Maurice Lemoine, *Le Monde Diplomatique*, Mai 2000.

[10] L'ELN est une guérilla marxiste et guévariste, fondée en 1964, soit un an après les FARC. Elle a compté dans ses rangs de nombreux théologiens catholiques de la libération dont le légendaire père Camillo Torres, jésuite formé à l'Université catholique de Louvain, en Belgique, mort au combat en 1965. Mis en sommeil, le mouvement réapparaît dans les années 1980 autour du père Manuel Pérez, dit « el Cura ». Elle est située plutôt au nord du pays, tandis que les FARC occupent le sud. Le mouvement comprend environ 5000 hommes.

[11] Le président Pastrana a également négocié avec les FARC à partir de son arrivée au pouvoir en 1998, malgré l'opposition de son ministère de la Défense, des généraux et des États-Unis. Reconnaisant la légitimité de leur combat, il prévoit des mécanismes de dialogue et démilitarise une zone regroupant cinq *municipios*, grande comme la Suisse.

[12] L'oléoduc de Cano Limon-Covenas est le second plus important du pays. Long de 780 kilomètres, il permet de transporter 105 000 barils de brut par jour.

[13] Le mouvement, qui s'oppose également aux privatisations des entreprises du secteur de l'électricité, Isagenet ISA, a dynamité deux cent cinquante pylônes électriques entre 1999 et 2000.

[14] « Les guérillas tiennent l'économie en otage », par Irène Jarry, *Le Figaro*, 12 mai 2000.

[15] Cette société est en conflit avec les indiens U'wa pour avoir mené des recherches de gisements sur les terres ancestrales de la tribue.

[16] « **En Colombie, une nation, deux Etats** », par Maurice Lemoine, *Le Monde diplomatique*, mai 2000.

[17] Voir « **The Ties That Bind : Colombia and Military-Paramilitary Links**, Human Rights Watch, février 2000.

[18] Voir à ce sujet notre enquête consacrée à l'occupation militaire de l'Équateur. « **Le Southcom intensifie son occupation militaire de l'Équateur** », par Marcelo Larrea, *Voltaire*, 25 novembre 2003.

[19] « Washington envisage de protéger "300 infrastructures stratégiques" en Colombie », AFP, 10 février 2002.

[20] « Pour l'or noir, Washington offrirait une rallonge à Bogota », par Vincent Taillefumier, *Le Temps*, 13 février 2002.

[21] La présence de militaires états-uniens lors de la "libération" de San Vicente est avérée par plusieurs témoignages. Voir « Deux officiers américains à San Vicente », *Le Monde*, 26 février 2002 ; « La guerre secrète des États-Unis », par Romain Gubert, *Le Point*, 3 mai 2002.

[22] « La guerre secrète des États-Unis », par Romain Gubert, *Le Point*, 3 mai 2002.

[23] L'épandage de défoliant tel que le glyphosate pose également un important problème écologique, puisqu'il entraîne des conséquences irréversibles sur

l'environnement. 6533 agriculteurs ont porté plainte en 2002 contre ces pratiques, et le médiateur colombien, Eduardo Cifuentes a demandé, et obtenu temporairement, leur arrêt. L'épandage aurait également touché des zones situées en Équateur, proche de la frontière colombienne. Les responsables de DynCorp sont actuellement visés par une enquête du Congrès sur cette question.

[24] « Les faucons l'ont emporté en Colombie avec l'état d'exception », par Jacques Thomet, AFP, 12 août 2002.

[25] « La croisade "antiterroriste" du président Uribe », par Pascale Mariani et Roméo Langlois, *Le Figaro*, 11 février 2003.

[26] « La révolte anti-Chavez pétro-guidés par la Maison-Blanche », par Bernard Durand, *L'Humanité*, 18 janvier 2003.

[27] D'après un porte-parole des FARC, les trois hommes appartenaient à la CIA et étaient chargés à la fois de rechercher un chef des FARC et de localiser Ingrid Betancourt pour la libérer. « FARC : les otages américains sont de la CIA et cherchaient Ingrid Betancourt », par Jacques Thomet, AFP, 21 février 2003.

[28] « Le Venezuela "n'exclut pas" une invasion colombienne avec l'aide des USA », AFP, 22 avril 2003.

[29] « La Colombie défend à l'ONU l'amnistie pour les paramilitaires », par Marie Delcas, *Le Monde*, 2 octobre 2003.

[30] Dans le cadre de l'Irangate, l'agence de renseignements états-unienne a été dénoncée pour avoir vendu des armes à l'Iran, pays sous embargo, afin de financer la milice d'extrême droite des Contras au Nicaragua, opposée à la guérilla sandiniste.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le « voile » ou l'importation du clash des civilisations par Sarkozy

Analyse

Le docteur Brian Jones, qui travailla comme expert au ministère de la Défense britannique aux côtés du défunt David Kelly, s'étonne dans *The Independent* de la récente annonce du recrutement de 1 000 nouveaux agents par le MI5, le service de renseignement intérieur britannique. Pour lui, il ne peut s'agir que d'un aveu de l'échec de la politique de Tony Blair en matière de lutte contre le terrorisme puisqu'il s'agit d'une reconnaissance implicite de ce que les services ne sont pas efficaces en l'état ou que la guerre au terrorisme ne fait qu'accroître le risque d'attentat sur le sol britannique. On peut toutefois émettre une autre hypothèse : ce recrutement participe au virage autoritaire pris par la démocratie britannique et orchestré par David Blunkett. Cette tournure n'est pas le fait du seul Royaume-Uni et est directement liée à la coopération des polices européennes avec le FBI et aux pressions exercées par Washington depuis le 11 septembre. Le sociologue spécialiste de questions policières, Jean-Claude Paye, dresse le compte rendu des pertes de droits pour les citoyens européens qu'occasionne la collaboration en matière de terrorisme hors de tout contrôle démocratique. Comme nous l'avons écrit dans nos colonnes à propos de la loi **Perben II**, l'auteur arrive à la conclusion que ce qui semble être des modifications du droit dans un cadre strictement national est en réalité le fruit de négociations secrètes avec l'administration Bush. Ce type d'échanges entraîne un péril pour les droits des justiciables et les

libertés individuelles en Europe et s'accompagne d'une évolution des mentalités dans les administrations européennes qui rend plus difficile encore un retour en arrière. On le constate dans les propos tenus par Armand Laferrere, membre du cabinet de Nicolas Sarkozy, dans le *Jerusalem Post*. Pour justifier la loi sur le port des signes religieux dans les écoles, il affirme qu'elle était indispensable pour contrer les fondamentalistes qui prennent le contrôle d'une communauté musulmane française qui ne s'intègre pas. La justification invoquant les principes de laïcité a totalement disparu au profit d'un discours faisant référence implicitement au « choc des civilisations ». Il importe d'observer qu'une règle non-écrite, strictement respectée, interdit aux conseillers des ministres français de prendre la parole dans la presse. M. Laferrere n'ayant pas été invité à démissionner, cette tribune dans la presse israélienne doit être comprise comme engageant M. Sarkozy [1]

Dans une interview au journal *El Periodico*, l'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Barak, Shlomo Ben Ami revient sur le mur du gouvernement Sharon. Avec l'ambiguïté dont il est désormais coutumier, il apporte son soutien au mur tout en déplorant qu'il n'entre pas dans un accord de paix. Il demande à l'Europe de ne pas s'attaquer à Ariel Sharon, dont il est censé être un opposant, et réaffirme que le conflit est la faute des seuls Palestiniens qui refusent d'abandonner le terrorisme et le « droit au retour ». Le collectif « Trop, c'est trop ! » prend l'exact contre pied des propos de Ben Ami dans *Le Monde*. Les intellectuels français condamnent fermement le mur israélien et apportent leur soutien critique à l'initiative de Genève. Ils demandent que la communauté internationale s'appuie sur le texte Beilin-Rabbo pour aller encore plus loin et susciter un traité de paix qui respectera les résolutions de l'ONU et les droits des Palestiniens.

Au lendemain de la démission du gouvernement russe, l'ancien diplomate Vladimir Fédorovski s'inquiète dans *Le Figaro* de la place importante de l'armée et des services de renseignement autour de Vladimir Poutine. Rappelant que le président russe a eu de nombreuses images publiques différentes par le passé, il s'interroge sur la tournure que prendra son prochain mandat présidentiel et l'autonomie dont il disposera.

Enfin, *The Independent* reproduit un discours de l'ancien chef des inspecteurs en désarmement en Irak, Hans Blix, à l'université d'Edimbourg. Ce dernier feint de croire que les services de renseignement nationaux ont fait simplement des erreurs en Irak. Il demande par conséquent un renforcement des pouvoirs des inspections internationales dans la lutte contre la prolifération.

Réseau Voltaire

[1] Interrogé par téléphone, le cabinet du ministre de l'Intérieur nous a déclaré ignorer la prise de position de M. Laferrere dans le *Jerusalem Post* et s'est engagé à nous rappeler dans l'après-midi pour nous confirmer s'il était ou non mandaté. Au moment de publier cet article, à 22h, nous n'avions toujours pas reçu de réponse.

Brian Jones

Le Dr Brian Jones est un scientifique qui a travaillé pour le ministère de la Défense britannique depuis 1973. Récemment retraité, il a dirigé de 1987 jusqu'à sa retraite, la section chargée de l'étude scientifique des renseignements relatifs aux armes chimiques, biologiques et nucléaires. Il a été un témoin clé lors des auditions de la Commission Hutton.

« Avons nous vraiment besoin de 1000 nouveaux espions ? »

Source : The Independent

Référence : « Do we really need 1,000 new spies ? », par Brian Jones, *The Independent*, 25 février 2004.

Le ministère de l'Intérieur devrait annoncer aujourd'hui mercredi 25 février que le MI5 va recruter 1000 nouveaux employés pour contrer la menace du terrorisme international. Cela soulève des questions auxquelles j'espère qu'une réponse sera apportée.

En effet, il est étrange de rendre public un tel recrutement pour une organisation qui opère normalement dans l'ombre. En outre, il faudra du temps pour recruter et entraîner le personnel requis et les capacités du MI5 ne seront donc pas développées avant au moins un an. Cela signifie que soit nous pensons que le terrorisme va se développer considérablement pendant les prochaines années, soit nous estimons que nos ressources pour faire face au terrorisme sont inadéquates actuellement. Si la première hypothèse est la bonne, cela signifie que la guerre au terrorisme est un échec et que nous n'avons tiré aucun bénéfice des invasions de l'Irak et de l'Afghanistan. Si c'est la seconde hypothèse qui est exacte on peut se demander dès lors pourquoi nous faisons étalage de notre vulnérabilité, pourquoi nous sommes aussi éloignés du nombre d'agents nécessaires.

On peut penser que le Royaume-Uni a mis trop longtemps à comprendre que les attaques dont nous pourrions souffrir seraient d'une plus grande ampleur que les attentats de l'IRA, et que nous sommes peut-être devenus une cible plus évidente du fait de notre soutien inconditionnel à la politique de Washington. Pour réduire les risques, nous pourrions adopter une approche plus équilibrée, ce qui ne signifie pas que nous pouvons également investir dans le MI5. On peut se demander toutefois si la menace est suffisamment bien définie pour que ce recrutement, qui n'est pas choquant en lui même, soit vraiment utile. Accroître le nombre d'experts en armement ne serait pas du luxe mais il faut faire attention à dépenser nos ressources judicieusement.

Jean-Claude Paye

Jean-Claude Paye est sociologue. Il est l'auteur de *Vers un Etat policier en Belgique* et de *Lutte antiterroriste, une redéfinition du politique*.

« Europe-Etats-Unis : un rapport impérial »

Source : Le Monde

Référence : « Europe-Etats-Unis : un rapport impérial », par Jean-Claude Paye, *Le Monde*, 24 février 2004.

Les attentats du 11 septembre ont permis aux États-Unis de réorganiser la coopération judiciaire entre les deux continents sur la base de 16 propositions faites par le gouvernement américain à la **Commission européenne** le 16 octobre 2001. Ces mesures permettaient aux autorités policières et aux magistrats de chaque État membre de négocier directement avec les autorités judiciaires américaines sans passer par les procédures nationales. Washington sollicitait également un " accès rapide " aux dossiers financiers et bancaires " critiques " et exigeait qu'Europol leur transmette directement ses renseignements sur les personnes liées au terrorisme et à la criminalité organisée.

Cela fait déjà de nombreuses années que la police fédérale américaine a la possibilité d'organiser directement les politiques européennes dans la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme via la collaboration entre les polices. Depuis 1993, à l'initiative du **FBI**, l'Ukusa (l'alliance des structures d'écoutes états-unienne, britannique, australienne et néo-zélandaise) et la plupart des polices de l'Union européenne se retrouvent une fois par an pour parler de leurs besoins en matière d'interception des communications. La plupart du temps, ce groupe parvient à faire évoluer leurs législations nationales dans ces matières par des accords internationaux. La coopération policière s'opère dans l'Union européenne via le groupe de Trevi, groupe auquel le FBI s'est très vite intégré et sur lequel les Américains firent pression dès 1991 pour développer des systèmes d'interception de communication. Ces demandes seront progressivement satisfaites.

Dans le domaine judiciaire, les États-Unis veulent être traités comme un membre de l'Union européenne sur les questions d'extradition et d'entraide judiciaire mutuelle. Le contrôle de l'appareil judiciaire était le seul point où se manifestait encore la souveraineté des pays européens mais les choses ont changé depuis le 25 juin 2003 et la signature d'un accord à Washington. Cet accord a été critiqué par le **Parlement européen** qui a pointé le fait que la peine de mort et les mesures prises aux États-Unis depuis le 11 septembre devait théoriquement interdire l'extradition. Rien n'y a fait et la signature de cet accord est une reconnaissance tacite des législations spéciales mises en place par le Patriot Act. Désormais rien n'empêche les ressortissants européens extradés d'être jugés par les commissions spéciales avec peu de possibilités de se défendre.

On ignore quelles sont les modalités exactes de cet accord dont les discussions sont encore largement secrètes mais tout semble avoir été prévu pour que les États-Unis puissent faire pression et obtenir satisfaction rapidement pour leur

demande. La deuxième partie de l'accord se penche sur les échanges d'informations bancaires et la surveillance des communautés. Comme les États-Unis n'ont pas de législation de protection des données personnelles, rien ne prouve que les informations obtenues ne peuvent pas être transmises à des entreprises privées. Les échanges d'informations incluront par ailleurs quasiment toutes les informations personnelles, notamment la race, les opinions politiques, les croyances religieuses, la vie sexuelle, etc. Tout ceci n'aura pas forcément un objectif pénal puisque la prévention des délits permet des échanges sans qu'il y ait délit préalable.

Cet accord a été négocié en toute autonomie par l'Office européen de la police, conformément à ce que prévoit la Convention Européenne de 1995, sans avoir besoin de l'avis du Parlement européen, sans vérification par la Cour de justice européenne ni ratification des Parlements nationaux. Ce sont désormais les États-Unis qui peuvent construire le nouvel ordre juridique mondial.

Armand Laferrere



Conseiller référendaire à la cour des comptes, Armand Laferrere est membre du cabinet du ministre de l'Intérieur français Nicolas Sarkozy. Il est membre du conseil d'administration de l'association d'amitié franco-israélienne.

« La France a raison sur le voile islamique »

Source : Jerusalem Post

Référence : « France is right on the Islamic veil », par Armand Laferrere, *Jerusalem Post*, 25 février 2004.

Peu de politiques ont été aussi mal comprises que la récente décision d'interdire les signes religieux dans les écoles publiques, approuvée par l'opposition socialiste. Certaines critiques de dirigeants chrétiens et juifs et de pays amis comme les États-Unis ont été particulièrement douloureuses. Le fait que le Hezbollah organise immédiatement des manifestations au Liban contre cette loi aurait dû nous faire réfléchir.

La France n'a pas interdit le voile, elle l'a interdit dans les écoles publiques pour que les écolières endoctrinées par des extrémistes ne ruinent pas l'atmosphère des classes françaises. Il n'est plus tolérable que les jeunes filles musulmanes qui veulent s'intégrer à la société française soient intimidées par ceux qui veulent les détacher de la modernité. Tout le monde en France ne soutient pas cette interdiction mais les enseignants soutiennent massivement cette loi. La loi ne s'attaque pas aux jeunes filles de familles traditionnelles car en Afrique du Nord dans les zones rurales le voile ne fait pas partie des traditions et on en trouve moins à Tunis que dans les quartiers musulmans de France. Le foulard n'est pas une tradition, c'est un élément d'une stratégie politique. Il y a seulement quelques années, les Français croyaient que l'intégration musulmane réussirait mais le consensus sur cette question a disparu. Jusqu'ici, toutes les précédentes vagues d'immigration sont parvenues à s'intégrer et la France est le pays qui compte le plus grand nombre de noms de famille au monde. Malheureusement, des prêcheurs extrémistes vivent désormais en France et ils veulent empêcher l'intégration et obtenir de plus en plus de dérogation au droit. Demain, voudront-ils légaliser la polygamie ? Cette stratégie existe dans toute l'Europe mais la France est la première à réagir.

Shlomo Ben-Ami



Shlomo Ben-Ami a été ministre des Affaires étrangères travailliste dans le gouvernement d'Ehud Barak. Il a participé aux négociations de Camp David en 2000 et dirigeait l'équipe de négociation israélienne à Taba.

« Europe, cesse de critiquer Sharon ! »

Source : El Periodico

Référence : « ¡Europa, basta ya de criticar a Sharon ! », par Shlomo Ben Ami, *El Periodico*, 25 février 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Aujourd'hui, les conditions ne sont pas réunies pour que les peuples israélien et palestinien puissent négocier ensemble un accord raisonnable car les Palestiniens ne sont pas prêts à accepter les injustices qu'une solution raisonnable requiert. En effet, la justice est quelque chose de subjectif et il faut avant tout se concentrer sur ce qui est possible. Les dirigeants doivent être capables de prendre des décisions douloureuses.

Arafat aurait dû accepter la renonciation du droit au retour et nous aurions ainsi pu parvenir à un accord à Camp David ou à Tabas mais il s'accroche à son rêve et refuse d'accorder une légitimité morale à l'État juif. Aujourd'hui, il critique la construction du mur mais il n'y a pas d'autres solutions au problème du terrorisme à moins que l'Autorité palestinienne ne s'investisse vraiment dans la lutte contre le terrorisme. Sans être un grand supporter de l'idée du mur, il faut comprendre que nous n'avons pas le choix et qu'il y a des murs à toutes nos frontières car nos voisins sont des terroristes. Toutefois, la vraie solution est un accord de paix.

L'Europe doit cesser de critiquer Ariel Sharon et s'il propose un retrait unilatéral de Gaza, nous devons l'appuyer ; même si cela ne crée pas un accord, c'est déjà un progrès. Il est vrai que le problème de la Cisjordanie sera plus complexe que celui de Gaza. Il faudra que la communauté internationale s'occupe de la bande de Gaza pour éviter qu'un régime de type Taliban y apparaisse.

Etienne Balibar, Alexandre Bilous, Suzanne Citron, Olivia Elias , Stéphane Hessel, Henri Korn, Gilles Manceron, Marie-José Mondzain, Pierre Nicodème, Madeleine Rebérioux, Abraham Ségal, Marie-Noëlle Thibault, Pierre Vidal-Naquet

Etienne Balibar est philosophe.

Alexandre Bilous est sociologue.

Suzanne Citron est historienne.

Olivia Elias.

Stéphane Hessel est diplomate.

Henri Korn est biologiste et ancien conseiller scientifique au cabinet du ministère de la défense

Gilles Manceron est historien.

Marie-José Mondzain est directrice de recherche au CNRS.

Pierre Nicodème est bio informaticien.

Madeleine Rebérioux est historienne.

Abraham Ségal est cinéaste.

Marie-Noëlle Thibault est historienne.

Pierre Vidal-Naquet est historien.

« Pour Genève, contre le mur »

Source : Le Monde

Référence : « Pour Genève, contre le mur », par Etienne Balibar, Alexandre Bilous, Suzanne Citron, Olivia Elias, Stéphane Hessel, Henri Korn, Gilles Manceron, Marie-José Mondzain, Pierre Nicodème, Madeleine Rebérioux, Abraham Ségal, Marie-Noëlle Thibault et Pierre Vidal-Naquet, tous membres du comité « Trop, c'est trop ! », *Le Monde*, 25 février 2004.

L'initiative de Genève est en totale contradiction avec le mur et avec la violence délibérée qui l'accompagne. L'ouverture de paix et le mur de l'enfermement se trouvent en opposition mais il ne faut pas minimiser l'importance de cette initiative à cause d'une rivalité abominable.

Entre les deux signataires du projet d'accord, il existe une double asymétrie.

Yasser Abed Rabbo, proche de l'Autorité palestinienne, représente un peuple écrasé sous l'occupation alors que **Yossi Beilin** qui se situe à la gauche de l'opposition travailliste fait partie de la société israélienne dominante. C'est l'avantage et la faiblesse de l'initiative de Genève de mener (quoi ??) de personnalités politiques qui ne détiennent pas le pouvoir mais qui, soutenues par des membres influents de la société civile européenne, ouvrent une brèche dans une situation bloquée et se placent au centre des débats sur les perspectives de paix dans l'après Sharon-Bush.

Nous pensons qu'il faut appuyer l'initiative de Genève dans ses principes et son dispositif, exprimer un soutien critique à son contenu et des réserves sur des formulations trop vagues notamment concernant la reconnaissance de la responsabilité israélienne dans la catastrophe palestinienne de 1948 et la garantie d'une véritable égalité de droit entre citoyens juifs et arabes d'Israël. Le texte est perfectible mais il est une chance de préserver l'avenir.

Nous n'oublions cependant pas le présent et, solidaires des Palestiniens occupés et réprimés, nous ne pouvons accepter ce mur de l'apartheid. Nous pensons également aux Israéliens devenus prisonniers d'une logique militaire absurde. Nous leur demandons d'appliquer les résolutions de l'ONU sur le principe du droit au retour des réfugiés. En attendant, nous demandons une intervention internationale contre ce mur.

Vladimir Fédorovski



Vladimir Fédorovski
Romancier et essayiste
russe. Il fut diplomate
pendant la perestroïka,
puis porte-parole du
mouvement des réformes
démocratiques pendant la
résistance au putsch en
août 1991. Dernier
ouvrage paru : *Le Roman
du Kremlin*.

« Vladimir Poutine et la "haute police" »

Source : Le Figaro

Référence : « Vladimir Poutine et la "haute police" », par Vladimir Fédorovski, *Le Figaro*, 25 février 2004.

Mardi 24 février 2004, **Vladimir Poutine** a annoncé la démission du gouvernement Kassianov, confirmant ainsi par ce limogeage, trois semaines avant les élections, la reprise en main du pouvoir par la "haute police" (l'ex-KGB).

Poutine est un homme aux multiples facettes qui s'adapte à n'importe quel interlocuteur. Il a été entraîné à jouer de nombreux rôles et il a eu de nombreuses images différentes tout au long de sa carrière mais l'ex-KGB a joué un rôle décisif dans les actions du président russe, plus puissant que jamais après la dernière élection législative. Depuis la fin de l'ère soviétique, la Russie a connu une transformation vertigineuse mais parmi les constantes il faut noter la place particulière de la "haute police". Elle a repris le pouvoir politique, comme le montre l'arrestation de Mikhaïl Khodorkovsky, et veut maintenant sa part du pouvoir économique.

En quatre ans de pouvoir, Poutine a pu s'appuyer sur des parrains puissants : l'armée, pour laquelle il a relancé une politique de puissance comportant un réarmement et la reconstruction de l'influence russe dans les anciennes républiques soviétiques, et les anciens membres de l'ex-KGB qui rêvent d'un retour de la Russie au premier plan international et qui ont été nommés par le président à des postes clés. Poutine a, par ailleurs, élargi les compétences du FSB (l'ex-KGB).

Poutine s'est appuyé sur ses alliés pour constituer un pouvoir personnel fort en dévoyant les principes démocratiques. On ne sait pas encore de ce fait quel sera le sort de Poutine après l'élection du 14 mars et s'il parviendra à s'affranchir de la tutelle de la "haute police".

Hans Blix



Hans Blix est ancien président exécutif de l'United Nations Monitoring, Verification and Inspection Commission.

« Les inspections internationales sont aujourd'hui plus vitales que jamais »

Source : The Independent

Référence : « International inspections are now more vital than ever », par Hans Blix, *The Independent*, 25 février 2004. Cette tribune est adaptée d'un discours prononcé à l'université d'Edimbourg.

Une des leçons de l'Irak est que les inspections internationales sont plus judicieuse que les renseignements nationaux. Cela plaide en faveur du renforcement des inspections internationales.

Les autorités d'inspection n'ont pas de vaste système d'interception des communications électroniques ou d'agents mais ils ont l'avantage de ne pas représenter de nations, de pouvoir donc aller où ils veulent et de pouvoir rendre des jugements objectifs sur des suspicions ou des allégations. Des inspections internationales soutenues, et non contrôlées par des services de renseignements nationaux, peuvent devenir un instrument de plus en plus important dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive.

La guerre est terminée et si l'opération militaire a été un succès, le diagnostic était faux. Les États dont on pouvait attendre un soutien dans le renforcement des principes de base de l'ordre onusien ont sapé cet ordre en agissant de façon trop impatiente et ont donc sapé leur crédibilité et l'autorité du Conseil de sécurité.